

Table des matières

La transposition de la directive comptable en droit belge : aperçu et implications pour les PME

Première partie : aspects théoriques	7
<i>Laurence PINTE</i>	
Introduction	7
Chapitre 1. Directive 2013/34/UE	8
Section 1. Philosophie du <i>Think small first</i>	8
Section 2. Micro-sociétés	9
Section 3. Règles d'évaluation	10
Chapitre 2. Transposition de la directive 2013/34/UE en droit comptable belge	11
Section 1. Aperçu	11
Section 2. Majoration des seuils et mode de calcul	13
A. Seuils	13
B. Calcul des seuils	15
Section 3. Régime comptable des micro-sociétés	17
Section 4. Modifications intervenues sur le plan des règles d'évaluation	18
A. Plus-values de réévaluation	18
B. Amortissements	18
C. Provisions pour risques et charges	19
D. Frais de recherche	19
E. Acomptes reçus ou versés	19
Section 5. Règles en matière de publication des comptes	20
Section 6. Conclusions : principaux changements auxquels les PME vont être confrontées sur le plan comptable et entrée en vigueur	20
Chapitre 3. Conséquences fiscales des changements comptables	21
Section 1. Majoration des seuils et leur mode de calcul	22
Section 2. Régime comptable des micro-sociétés	22

Section 3. Modifications intervenues en matière de règles d'évaluation	23
A. Frais de recherche et de développement	23
B. Amortissements	23
C. Provisions	24
D. Substance over form	24
Conclusion	24
Deuxième partie : aspects pratiques	25
<i>Wilfried NIESSEN</i>	
Introduction	25
Chapitre 1. Transposition de la directive 2013/34 en droit comptable	25
Section 1. Aperçu	25
Section 2. Majoration des seuils et passage d'une catégorie à l'autre	26
A. Petites et grandes sociétés	26
B. Micro-sociétés	27
C. Groupes de taille réduite	28
D. Calcul des seuils	28
E. Passage d'une catégorie à l'autre	30
Section 3. Règles d'évaluation et comptes annuels	31
A. Règles d'évaluation	31
B. Comptes annuels	34
Section 4. Tentative de présentation du bilan et du compte de résultat	36
A. Compte de résultat	36
B. Bilan	42
C. Modifications du PCMN	46
Section 5. Impact sur l'analyse financière	46
Chapitre 2. Cas pratique : Société E	47

Rémunération du capital : mesures récentes pour les PME	51
<i>Jean-Michel DEGÉE</i>	
Introduction	51
Chapitre 1. Du régime «VVPR» aux «réserves spéciales de liquidation» : cinq ans de profondes modifications légales	52
Section 1. Dividendes ordinaires	52
Section 2. Bonis de liquidation et bonis d'acquisition	53
A. Bonis de liquidation	53
B. Bonis d'acquisition	54
Chapitre 2. Le nouveau régime de précompte réduit dit «VVPRbis»	55
Section 1. Synthèse de la mesure	55
Section 2. Conditions d'application	55
A. Dividendes concernés par le taux réduit	55
B. Entrée en vigueur progressive	56
C. Conditions relatives aux actions ou parts	56
D. Conditions relatives à la société qui attribue le dividende	57
E. Conditions relatives aux actionnaires	58
F. Dispositions anti-abus	58
Chapitre 3. Le régime dit «transitoire» de l'article 537 du Code des impôts sur les revenus	59
Chapitre 4. Le régime de la «réserve de liquidation»	61
Section 1. Synthèse de la mesure	61
Section 2. Conditions d'application	62
A. Sociétés concernées	62
B. Constitution de la réserve de liquidation	62
C. Maintien de la réserve de liquidation à un compte distinct du passif	65
D. Distribution ultérieure des réserves de liquidation	66
E. Les «réserves spéciales de liquidation»	67
Conclusion	68

De quelques incitants fiscaux récents favorables aux PME qui débutent (*tax shelter*, dispense de versement de précompte professionnel, exonération pour les intérêts de prêts) : réalité ou miroir aux alouettes ? 71

LUC HERVE

Introduction 71

Chapitre 1. *Tax shelter* pour les entreprises qui débutent 72

Section 1. Présentation générale 72

Section 2. Sociétés éligibles 73

A. Sociétés qui débutent 73

B. Conditions d'éligibilité des sociétés 75

Section 3. Investissement 82

A. Souscription directe ou par l'intermédiaire d'un fonds starters agréé 82

B. Libération intégrale 85

C. Actions ou parts nominatives 86

D. Apports en nature 86

E. Prime d'émission 86

Section 4. Avantage fiscal – réduction d'impôt 87

A. Bénéficiaires 87

B. Montant maximal investi par période imposable 87

C. Exclusions 87

D. Participation maximale 90

E. Taux de la réduction d'impôt 90

F. Moment et imputation de la réduction d'impôt 92

G. Preuve à fournir par le contribuable 93

H. Reprise de la réduction 94

I. Dividendes 97

Section 5. Risques d'abus, entrée en vigueur et appréciation critique 97

A. Risques d'abus 97

B. Entrée en vigueur 97

C. Appréciation critique 98

Chapitre 2. Dispense de versement de précompte professionnel pour les entreprises qui débutent 98

Section 1. Introduction 98

Section 2. Champ d'application <i>rationae personae</i> – entreprises visées	99
A. Employeurs considérés comme des petites sociétés	99
B. Employeurs qui entrent dans le champ d'application de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires	101
C. Entreprises starters	103
D. Entreprises exclues	103
Section 3. Champ d'application <i>rationae materiae</i> – précompte professionnel des travailleurs	104
Section 4. Montant de la dispense de versement du précompte professionnel	104
Section 5. Formalités	105
Section 6. Cumul avec d'autres dispenses	106
Section 7. Entrée en vigueur et appréciation critique	107
A. Entrée en vigueur	107
B. Appréciation critique	108
Chapitre 3. Exonération pour des intérêts de prêts à des entreprises qui débutent (<i>crowdfunding</i>)	108
Section 1. Présentation générale	108
Section 2. Notion de <i>crowdfunding</i>	109
Section 3. Conditions d'octroi de l'exonération relatives aux acteurs	110
A. Intervention obligatoire d'une plateforme de <i>crowdfunding</i>	110
B. Entreprise emprunteuse	111
C. Prêteur	113
Section 4. Conditions d'octroi de l'exonération relatives au prêt	114
A. Initiatives économiques nouvelles	114
B. Emprunts de refinancement	115
C. Durée du prêt	115
Section 5. Avantage fiscal	115
A. Montant maximal	115
B. Limite temporelle	116
C. Exonération et obligations du contribuable	116
Section 6. Entrée en vigueur et appréciation critique	117
A. Entrée en vigueur	117
B. Appréciation critique	118
Conclusion	118
ANTHEMIS	191

Prêt « coup de pouce » : un nouvel incitant fiscal wallon pour le financement des entreprises débutantes 121

Marc BOURGEOIS et Xavier PACE

Chapitre 1. Vue d'ensemble	122
Chapitre 2. Conditions d'application du régime	123
Section 1. L'emprunteur – Notion de PME wallonne débutante	123
A. Conditions relatives à la taille de l'entreprise	123
B. Autres conditions	124
Section 2. Le bailleur de fonds	128
Section 3. Prêts éligibles	130
Chapitre 3. Utilisation des fonds récoltés	133
Chapitre 4. Mécanisme du crédit d'impôt	134
Chapitre 5. Inapplicabilité de la mesure générale anti-abus	137
Chapitre 6. Formalités et entrée en vigueur	137
Chapitre 7. Exemples pratiques	138

Illustrations transversales et réflexions critiques quant à la pertinence des choix du législateur belge en matière de fiscalité des PME 139

Jean-Luc WUIDARD

Introduction	139
Chapitre 1. Impôts sur les revenus et PME	142
Section 1. Impôt des personnes physiques	142
Section 2. Impôt des sociétés	144
A. Examen des dispositions discriminatoires en matière d'impôt des sociétés	147
B. Perspectives de réformes de l'impôt des sociétés	180
Chapitre 2. TVA et PME	181
Section 1. Généralités	181
Section 2. Franchise TVA	182
Section 3. Forfaits TVA	184
Chapitre 3. Les PME, les droits d'enregistrement et les droits de succession	185